

Dîner républicain du 49^{ème} Congrès national de la LICRA
Allocution de Mario Stasi, Président de la LICRA

Il y a un peu plus d'un an, nous étions nombreux dans cette même salle pour fêter les 90 ans de la LICRA en présence de nos amis, de nos militants, de nos compagnons de route. En présence de Charles Aznavour dont nous honorerons la mémoire à la fin de ce dîner républicain. Nous voilà accueillis une fois de plus, une fois de plus avec plaisir, à l'Hôtel de Lassay à l'occasion de notre 49ème Congrès.

Je tiens à remercier très chaleureusement notre hôte, Monsieur Richard Ferrand, Président de l'Assemblée Nationale, qui nous reçoit en ce lieu si symbolique de la République et de la vie démocratique. Je veux également témoigner à Jean-Michel Blanquer la reconnaissance de la LICRA d'avoir accepté d'être notre invité pour représenter auprès de nous le Gouvernement. Vous savez combien il était important pour moi, pour la LICRA, pour nos combats que vous soyez parmi nous et avec nous ce soir.

Notre 49ème Congrès intervient dans un contexte difficile et il serait vain de vouloir masquer la réalité.

Nous nous réunissons à un moment de notre histoire où règnent les incertitudes, les peurs et les tentations du repli. Des édifices que avions crus solides et éternels sont mis à mal : le coeur de l'universalisme républicain souffre, chaque jour, des élans de haine, des mauvais instincts racistes, antisémites, négationnistes, complotistes, homophobes.

Nos valeurs ont cessé d'être des évidences dans lesquelles des générations entières ont été élevées, éduquées, édifiées même par la devise de la République : Liberté, Égalité, Fraternité.

En ce moment où notre pays est traversé par les secousses et infesté par de vieux relents de haine, mon devoir est, comme Président de la LICRA, de vous dire notre inquiétude et nos attentes devant trois fléaux.

Le premier fléau, c'est l'antisémitisme. Au matin du 9 février 2019, en voyant le tag « Juden » défigurer la vitrine d'un restaurant, en plein Paris, en voyant les yeux, les si beaux yeux, de Simone Veil lacérés par des croix gammées infâmes recouvrant son portrait, j'ai eu honte de mon pays, honte de l'image putréfiée qu'il donnait ainsi de lui-même, à la ville et au monde.

J'ai eu honte de savoir qu'en plein Paris, des petits salauds étaient venus dans l'ombre exhumer les fantômes du nazisme et offrir à la vue du public leur détestation des Juifs.

La haine antisémite, cette haine ancestrale qui poursuit une communauté depuis la nuit des temps, est là, sous nos yeux, encore vivace, encore orgueilleuse, défiant les défaites où nous avons cru la terrasser pour toujours, défiant les millions de victimes qu'elle a laissée derrière elle, défiant la République. Pour reprendre le titre de l'autobiographie rédigée par Lion Feuchtwanger,

écrivain allemand interné au camp des Milles en 1940, j'ai le sentiment que, de nouveau, nous avons « le Diable en France ».

Mais cette fois-ci, ce diable a de nombreux auxiliaires. L'extrême-droite bien sûr, qui forme de canal historique de l'antisémitisme. Mais aussi une partie de l'extrême-gauche qui tente de cacher son ressentiment derrière l'antisionisme. Et enfin, le fondamentalisme islamiste qui écume une partie de notre jeunesse et qui conduit à des phénomènes de radicalisation et de terrorisme.

Je veux saluer le travail que Jacqueline Costa-Lascoux mène courageusement avec Rudy Reichstadt et Patrick Kahn, contre la radicalisation, avec patience et détermination, sur le terrain, avec le soutien du Ministère de l'Intérieur, pour enrayer cette bombe à retardement, pour détecter les signaux faibles qui, sous les oripeaux du communautarisme et de revendications quotidiennes, dissimulent une réelle et profonde hostilité à l'égard de l'universalisme et de la laïcité.

Le développement de l'antisémitisme a toujours été « annonciateur et révélateur des dérèglements qui menacent une société » comme l'a rappelé récemment notre ami Alain Chouraqui, président-fondateur de la Fondation du Camp des Milles. L'antisémitisme est un marqueur du délitement des valeurs, de la progression des extrémismes politiques et religieux et des menaces qui pèsent sur notre régime de libertés.

La lutte contre l'antisémitisme est l'affaire de tous et pas seulement celle d'une communauté. Nos élus ne peuvent pas se contenter, après chaque agression ou acte antisémite, de simplement réunir sur les perrons des ministères les représentants des cultes et des communautés. Car si on considère toujours que la lutte contre la haine des Juifs est uniquement affaire de religion ou de communauté, alors il ne faudra pas s'étonner de voir grandir toujours et encore l'indifférence et la banalisation dans un pays qui en majorité ne se sentira pas touché ou concerné par ce fléau. Il ne faudra pas non plus s'étonner de voir prospérer cette idée selon laquelle seules les victimes d'une discrimination sont capables de la combattre ou habilités à lutter contre elle.

Le deuxième fléau, c'est la libération de la haine sur internet et l'avènement d'une véritable barbarie numérique. La révolution numérique était une formidable promesse : celle d'une émancipation par la diffusion, à l'échelle mondiale, des connaissances, des savoirs et des innovations. Celle, aussi, d'une prolifération de l'idée démocratique et de promotion des droits de l'Homme, l'ensemble des pratiques politiques étant désormais placés sous le regard d'une opinion mondiale de plus en plus connectée, de plus en plus réactive, de plus en plus exigeante. Une partie de cette promesse a été honorée : les connaissances sont désormais partagées, discutées, libérées dans l'espace public à une vitesse exponentielle. Certains régimes autoritaires sont même tombés grâce aux réseaux sociaux et certaines révolutions ont commencé sur Facebook. Le revers de cette médaille est moins réjouissant, avec le début d'une nouvelle ère, celle d'une barbarie numérique où l'anonymat autorise toutes les lâchetés, où la haine de l'autre prospère sans aucun contrôle, où les fausses nouvelles règnent en maître sans aucune limite, où la manipulation des opinions est devenue le sport préféré des régimes « illibéraux ». On oublie le temps de l'analyse, de la critique, du débat raisonné : l'hystérie est reine.

Le moment est venu de reprendre la main sur un système qui nous a échappé et a produit des monstres. Car il faut bien mesurer la nature du phénomène : ceux qui, sur Internet, crient leur haine des juifs, des noirs, des homosexuels, des réfugiés, ceux qui se réjouissent des attentats terroristes anti-musulmans commis en Nouvelle-Zélande, ceux qui vomissent à longueur de tweets sur tout ce qu'ils détestent, tous ceux là - et je veux le dire avec solennité - tous ceux là ont du sang sur les mains. Car comme le rappelait il y a quelques jours l'historienne Mona Ozouf, « l'ensauvagement des mots précède et fabrique toujours l'ensauvagement des actes ». Il est urgent de mettre des règles dans ce chaos de haine, de poser des limites, de borner une nouvelle frontière au-delà de laquelle nous n'accepterons plus de subir les huées du fanatisme. La volonté politique doit être claire et ferme, et la LICRA sera très investie dans les débats du Parlement lors de l'examen de la future loi Avia afin qu'un principe simple soit gravé dans le marbre de notre loi : celui du pollueur-payeur. Celui qui produit de la haine ou qui la laisse se diffuser devra payer.

Avec le concours actif de Maurice Lévy, dont je salue la présence parmi nous ce soir, la LICRA va rendre publique la semaine prochaine une campagne de communication numérique ambitieuse contre la haine en ligne, pour montrer la continuité qui existe, jusque dans les mots entre hier et aujourd'hui chez les racistes et les antisémites. Je veux remercier Publicis et ses équipes formidables pour l'engagement qu'elles ont manifesté à nos côtés.

Le troisième fléau, c'est la menace populiste à l'échelle de l'Europe. Le souffle qui avait porté la construction politique du Vieux continent après le désastre de la Seconde guerre mondiale semble s'être éteint, progressivement, les élections de ces derniers mois en Italie, en Hongrie, en Allemagne, en Suède, en Autriche et même en Espagne semblant avoir mis l'éteignoir sur les derniers espoirs de sursaut. Nous voilà donc au pied du mur à la veille du scrutin du 26 mai afin de décider, dans les urnes, du chemin que nous allons choisir : allons-nous céder au populisme. Ce qui est en jeu désormais, ce n'est plus l'accessoire de nos débats internes aux démocraties sur les choix économiques et sociaux mais bien l'essentiel de notre corpus politique, forgé par les Lumières et les Révolutions, hérité d'une histoire jonchée de cadavres et de sacrifices, mais aussi qui a donné naissance aux démocraties parlementaires; celui qui a permis, partout dans l'Union la paix et la sécurité, celui de l'affirmation de droits communs contenus dans la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, celui enfin qui portait le rêve, pour reprendre les mots de Robert Schuman, non pas de « coaliser des États mais d'unir des hommes ». C'est ce corpus politique qu'il nous faut sauver.

Les peuples d'Europe sont aujourd'hui tétanisés par une angoisse identitaire à laquelle aucune réponse universaliste n'a été apportée. L'Europe n'a pas été à la hauteur de ses valeurs devant la question des réfugiés, devant celle des entraves à la démocratie et à la liberté de la presse en Hongrie, devant les rodomontades post-mussoliniennes de Salvini baignées dans la xénophobie et le complotisme, mais aussi devant les outrages à la mémoire votés par le Parlement polonais, devant les affronts permanents infligés aux frontières de 1945 par la politique expansionniste de la Russie, devant les crimes de Bachar-El-Assad, devant, enfin, la menace terroriste islamiste.

Face à ces défaites, les populistes, les aventuriers et les démagogues ont mis des mots, les mauvais mots, évidemment, sur la réalité : les mots de la peur et du repli identitaire, les mots du racisme, de l'antisémitisme, de l'homophobie, du complotisme. C'est un exercice facile que de servir à nos compatriotes ce brouet infâme qui accuse les migrants, au mieux, d'être des cohortes démographiques voulant nous « grandremplacer », au pire tous autant qu'ils sont des terroristes déterminés à nous occire. C'est un exercice facile de proposer de rétablir la peine de mort, de revenir sur le droit à l'avortement, de promettre d'expulser tout ceux qui vous déplaisent en raison de la couleur de leur peau, de leur origine ou de leur religion. Cela flatte les bas instincts, abîme chaque jour l'idée européenne. Jusqu'où allons-nous accepter d'être les spectateurs passifs d'un désastre annoncé ? Peut-être pas immédiatement mais dans dix ou quinze ans ? Accepterons-nous la résignation d'aller jusqu'à Munich ?

Mais, Face à ces trois fléaux, face à cet antisémitisme qui sans cesse renaît de ses cendres, face à la barbarie numérique, et devant d'explosion nationaliste et populiste qui s'annonce, il nous appartient de trouver des remèdes. A la LICRA, nous sommes résolus à mener cette bataille, de toutes nos forces, de toute notre âme, de toute notre histoire, pour que l'universalisme redevienne une idée neuve, en France et en Europe.

A trois fléaux, trois remèdes.

Le premier, c'est la transmission. Nous avons perdu le goût de transmettre. Dans une société où l'éphémère est érigé en mode de vie, où il n'y a rien de plus daté et obsolète que le tweet posté il y a cinq minutes, nous avons perdu la profondeur du chemin qui nous a menés ici. Nous devons faire face à un déficit général de transmission, la longue durée n'étant plus l'étalon à la mesure duquel nos vies se construisent.

Il y a évidemment la mémoire de la Shoah dont les derniers témoins disparaissent et dont la parole manquera. A la LICRA, nous avons entrepris d'être les témoins des témoins, de porter la parole, d'être les garants de cette mémoire, de ce que l'antisémitisme a pu produire de plus abject. Nous avons entrepris aussi d'être fidèles à cet aphorisme de Montaigne qui voulait qu'un "honnête homme soit un homme mêlé » pour parler de toutes les mémoires, de les aborder chacune dans leur spécificité, leur singularité, leur charge historique. Nous portons dans nos combats, dans nos interventions scolaires, la mémoire de la Traite, la mémoire du génocide arménien, la mémoire du génocide des Tutsis. Nous le faisons pour transmettre. Nous le faisons aussi pour déjouer les pièges des apprentis sorciers de la concurrence des mémoires qui tentent d'ériger des murs entre elles.

Enfin, à la LICRA nous sommes une association fondée par des réfugiés venus de toute l'Europe. Nous sommes les héritiers de la famille de Bernard Lecache ayant fui l'Ukraine, de celle de Samuel Schwartzbard, rescapée des Pogroms de Bessarabie, de celle de Joseph Kessel, réfugiée de Russie, de celle de Lazare Rachline, dont je m'honore de compter parmi nous ce soir le fils François, ayant fui les persécutions de Gorki. Nous sommes les héritiers de Jean Pierre-Bloch qui a battu tous les pavés pour défendre les droits des réfugiés.

Nous savons ce que signifie le déracinement, l'exil, l'accueil, la fraternité. Aujourd'hui, dans beaucoup de familles issues de l'immigration, la transmission de la mémoire familiale, de l'exil et de ce même déracinement s'est interrompu. Alors les fantasmes et le déterminisme ont pris la place de la construction normale et raisonnée d'une identité. Cette situation a produit des générations de déracinés de naissance qui, à force d'ignorer d'où ils viennent, ne savent pas qui ils sont, ne savent pas où ils vont et se jettent dans les bras de l'extrémisme. L'ignorance, voilà le mal. La transmission des savoirs et des mémoires est un précieux antidote contre le racisme et l'antisémitisme, j'en ai acquis la conviction profonde. C'est le fil d'Ariane qui nous relie au passé et qui surtout, sert de lien entre les Hommes, entre des Hommes éduqués, éclairés, donc libres.

Le deuxième, c'est l'éducation. Depuis mon arrivée à la présidence de la LICRA, nous avons choisi de suivre à la lettre, et à l'esprit, Ferdinand Buisson lorsqu'il écrivait que "*le premier devoir d'une République est de faire des Républicains* ». C'est la tâche qu'il vous revient de réussir Monsieur le Ministre et vous pouvez compter sur la LICRA pour y prendre sa part, pour aller sur le terrain, dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées, à l'université, dans les stades et sur les terrains de sport pour convaincre, pour expliquer, pour éveiller.

C'est sans doute la mission la plus difficile que nous aurons à accomplir. Elle sera longue. Elle est parfois est ingrate, n'intéresse les médias qu'une semaine par an, lors de la semaine d'éducation contre le racisme et l'antisémitisme qui vient de s'écouler, mais elle est toujours exaltante.

Il y a urgence à reconstruire dans notre pays un discours légitime. Sur les réseaux sociaux, ce monde parallèle où beaucoup se joue, tout est devenu relatif et tout se vaut donc plus rien n'a de valeur. Ce relativisme est un poison pour les consciences et pour la raison. Le défi éducatif qui nous attend est de restaurer la parole de l'enseignant, de l'élue, du journaliste, de l'expert dans un océan de Fake News et de propagation des pires idéologies à la vitesse de la fibre optique, celle de la lumière. L'éducation est sans doute notre seule arme contre les préjugés. Si l'École de la République sait rétablir en son sein la mixité, si elle renoue avec cette belle idée que nos enseignants ne sont pas là que pour transmettre des connaissances mais aussi des valeurs, si l'École renoue avec la solidité de ses principes et n'accepte aucune offense, aucun dérapage, aucune compromission avec nos principes, notamment la laïcité, notamment l'égalité entre les hommes et les femmes, alors ce sera le début de jours meilleurs. Pour y parvenir, il faudra donc mettre un terme à trente années de renoncements en matière de laïcité qui ont vu les gouvernements successifs enterrer une très grande part des préconisations du rapport de la commission Stasi, qui a mis au placard le rapport de l'Inspecteur Général Obin qui nous a rejoint à la LICRA en 2018, et qui a vu aussi rester lettre morte le rapport de la commission Debré sur la laïcité. Dans ces matières, il nous faut résolument sortir du déni, de la peur, de l'ambiguïté. Votre action, Monsieur le Ministre a donné déjà de nombreuses satisfactions, comme le Conseil des sages présidé par notre amie Dominique Schnapper ou votre annonce de faire du Service national universel un moment laïque pour notre jeunesse. Il nous faut, je le pense aller encore plus loin et encore plus vite.

L'éducation, c'est aussi et enfin notre matrice commune pour lutter contre les discriminations. C'est grâce à elle que nous parviendrons à faire un sort que j'espère définitif aux discriminations

raciales qui entravent la vie d'une grande part de nos concitoyens, qui les empêche de travailler, de trouver un logement, de vivre en tant que citoyens à part entière. Le racisme latent que constituent les discriminations, qui défigure notre cohésion et notre indivisibilité, ne trouvera de réponse sans l'édification d'une identité commune de valeurs incarnée dans les faits. Il n'est pas acceptable de voir des agences immobilières publier, sans se rendre compte de l'outrage, des annonces de logements interdits aux Noirs ou aux Arabes. Il n'est pas acceptable que votre nom de famille, votre adresse ou la couleur de votre peau détermine l'emploi que vous aurez ou pire, que vous n'aurez même pas. C'est par l'éducation à l'autre, à la diversité du monde, à l'altérité mais aussi au respect de la loi, aux règles communes, à la hiérarchie des normes que nous briserons la mécanique des préjugés et des inégalités de traitement qui entravent notre pacte social.

L'éducation est la garantie de voir une nouvelle génération se lever pour incarner la République et non pas la rejeter, ce sera la garantie d'édifier une société plus éclairée, plus fraternelle, plus unie.

Le troisième c'est la nation. Ce mot aujourd'hui semble faire peur alors qu'il est sans doute le plus bel héritage de la Révolution Française. Nous ne pouvons nous résoudre à laisser le monopole du sentiment national aux ennemis de la République. La nation, c'est l'inverse, comme nous le rappelait Aimé Césaire, de la vision carcérale de l'identité que veulent nous imposer les racistes et les antisémites. En effet, trop longtemps, l'idée de nation a été dévoyée, et elle l'est encore, par l'extrême-droite qui l'a fourvoyée en nationalisme ou en chauvinisme agressif et xénophobe, par l'indigénisme qui veut la disqualifier dans le repli identitaire et dans la victimisation, leur fonds de commerce. Pire, elle a été frappée d'abandon par un mauvais sentiment de culpabilisation post-colonial qui voudrait instruire le procès permanent d'un « Homme blanc » essentialisé, d'une République où régnerait le « Racisme d'Etat » et où le terrorisme serait la faute du colonialisme et de la nation, où le communautarisme primerait sur la communauté nationale.

Pour les universalistes que nous sommes, la nation, c'est cette promesse d'édification d'un espace commun qui forme à lui seul bien plus que l'addition de nos atomes individuels. La nation, c'est l'inverse de l'assignation identitaire, de l'assignation raciste, de l'assignation à résidence, de l'assignation religieuse. La nation, ce n'est pas une communauté héritée. La nation, c'est la communauté que l'on choisit. La nation, c'est plus qu'une liberté, c'est un affranchissement et une émancipation. C'est l'apprentissage d'une langue commune, indispensable à la cohésion d'un pays et qui n'empêche en rien la diversité culturelle et linguistique. La nation, c'est l'identification à des symboles communs, à des mémoires communes qu'il faut encore et toujours rassembler. La nation, c'est le rétablissement de l'autorité républicaine à l'école, dans les services publics, dans la vie quotidienne. La nation, c'est la lutte implacable et ferme contre toute forme de ségrégation ou d'inégalité. La nation, c'est notre rempart contre l'effondrement qui vient, contre la découpe identitaire de la société, contre l'ethnisation des rapports sociaux, contre le délitement du projet unificateur de la République.

Vous le voyez, il est urgent de redonner à nos compatriotes, le goût de la « nation », un « nous » commun qui dépasse les appartenances et qui fasse de l'universalisme notre horizon.

Conclusion

Vous le voyez, en dépit du tableau un peu sombre que j'ai dressé en première partie de mon discours, nous avons des raisons d'espérer. L'universalisme en a vécu d'autres. Il a été plusieurs fois été anéanti au prix d'épreuves historiques très difficiles. Il a été terrassé, dissous même, par certains régimes. Mais il s'est toujours relevé parce que des hommes et des femmes de courage, de bonne volonté, certains de la promesse des Lumières, résistant à l'oppression raciste et antisémite, se sont levés pour dire leur amour de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Ce combat, nous ne le gagnerons pas seuls.

Nous ne doutons pas de nous-mêmes ni de la légitimité de notre combat.

Mais un combat a besoin de combattants et il a besoin de volonté politique. En ces lieux où s'exerce le suffrage de la nation, de ses représentants, j'ai le devoir d'appeler les responsables politiques à avoir de la volonté et du courage.

Le moment que nous vivons ne supportera ni faux-semblants, ni atermoiements, ni accommodements déraisonnables. L'heure n'est plus, comme c'est le cas depuis des décennies, aux ambiguïtés et aux dérobades, aux lâchetés électoralistes et aux compromissions. L'heure est à la volonté, à l'action et à la résolution.

Notre militantisme n'est rien sans la volonté politique. Ce combat pour les valeurs est vain sans traduction politique, sans être incarné en actes et en réalités.

Je souhaite que le votre Gouvernement, Monsieur le Ministre, soit celui de la lutte implacable de la lutte contre les extrémismes politiques et religieux et qui décidera sans avoir la main tremblante, de dissoudre toutes les associations qui prônent le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, la haine de l'autre et la haine de la République, au point parfois d'en appeler aux armes.

Je souhaite, Monsieur le Ministre, que votre Gouvernement soit celui qui demandera enfin au Parlement, comme le réclament avec nous 70 parlementaires allant du Parti Communiste au Parti les Républicains, de sortir de la loi de 1881 les délits racistes et antisémites pour en faire des délits de droit commun, dans le code pénal, pour dire et redire à nos compatriotes qu'ils ne sont pas des opinions mais des délits. Un délinquant raciste ou antisémite n'est pas un délinquant d'exception. C'est un délinquant ordinaire à part entière.

Je souhaite, Monsieur le Ministre, que votre Gouvernement soit celui qui engage la France dans une guerre totale contre la barbarie numérique et dans l'anéantissement des discours de haine qui enragent les opinions publiques et désignent l'autre à la vindicte.

Je souhaite enfin, Monsieur le Ministre, que votre Gouvernement réussira à faire de l'antisémitisme en France un mauvais souvenir et que demain, aucune école publique de la République ne soit de fait inaccessible, pour des raisons de sécurité, aux enfants de confession juive.

Je souhaite, Monsieur le Ministre, que votre Gouvernement soit celui qui fera de l'éducation la grande cause nationale de la décennie qui mobilisera toute l'énergie des pouvoirs publics et que, de ce fait, nous parviendrons à mobiliser la nation tout entière.

L'indignation ne suffit plus, nous avons besoins d'actes forts.

La promesse d'égalité républicaine se réalisera, alors, enfin, peut-être, un jour sur les premières lignes de la République, dans les écoles, dans les services publics, dans les coins le plus éloignés de nos territoires. Ce combat doit nous réunir aujourd'hui indépendamment de nos sensibilités, indépendamment de nos origines et de nos identités multiples. Il exige, comme le disait si bien Jacques Chaban Delmas que j'aime citer en ces lieux, de « rassembler des gens que tout sépare, sauf l'essentiel ».

Que Vive la LICRA, que Vive la République, Que Vive la France !